

Le non-respect du droit fondamental à l'hébergement par l'État depuis des décennies prend une autre dimension depuis l'annonce du confinement.

Nous, travailleuses et travailleurs sociaux et médico-sociaux, dénonçons il y a une semaine, l'abandon pur et simple des personnes SDF à leur sort, à la rue, face à l'épidémie du coronavirus. Depuis, aucune place d'hébergement n'a été ouverte sur la ville de Toulouse (malgré des annonces mensongères relayées par certains médias).

Nous exigeons l'ouverture immédiate de places d'hébergements dans des chambres individuelles que ce soit dans la clinique Saint-Jean du Languedoc, fermée il y a peu en parfait état, dans les internats vidés de leurs étudiants ainsi que la réquisition de chambre d'hôtels comme annoncé par le Ministre J. Denormandie le 18 Mars. Nous demandons également un terrain avec blocs sanitaires pour les personnes qui veulent rester sous tente avec leurs animaux.

Toute personne appelant le 115 doit être hébergée dans le respect des règles sanitaires imposées par les représentants de l'État! Aujourd'hui nous dénonçons l'incompétence des pouvoirs publics. Voilà où nous en sommes :

1) Un Monsieur SDF, est diagnostiqué par les médecins des urgences avec une suspicion de covid 19 positif par rapport aux symptômes qu'il présente, mais non dépisté. Il lui est alors demandé de se confiner totalement pendant une période de 14 jours. Une travailleuse sociale avec qui il est en lien, appelle le 115, qui après avoir interpellé les pouvoirs publics sur cette première situation oriente le Monsieur sur un hôtel, où de nombreuses personnes non malades sont déjà confinées.

2) Un Monsieur vivant dans un camion, contrôlé par la police, voit son véhicule enlevé par la fourrière pour défaut d'assurance et écope dans la foulée de 135 euros d'amende pour non-respect du confinement. Nombreux sont ceux qui ont été verbalisés (un Monsieur dit en avoir eu quatre depuis le début) ou à qui on a demandé de se mettre dans un coin ou de quitter la ville.

3) Les équipes de maraude font face à la violence des situations que vivent les personnes à la rue, plus de manche donc plus d'argent pour s'acheter les produits de consommation habituels, plus de nourriture. Se rajoute à cela, les angoisses de ne pas être en mesure de se confiner, donc de se protéger d'une contamination éventuelle.

4) Le confinement dans le gymnase de 80 personnes touche à ses limites, les actes d'agressivité se manifestent de plus en plus. Il est en est de même sur tous les gros collectifs. De plus, le non dépistage généralisé ne permet pas de connaître la situation réelle des personnes par rapport au covid 19. Alors que l'Etat demande un confinement de la population et de limiter les rencontres entre personnes, les mesures d'hébergement des SDF prises pour l'hiver par la préfecture s'avèrent contre productives.

5) Les collectifs intervenant sur les squats ont de plus en plus de difficulté à trouver de la nourriture et des produits de base pour les bébés.

6) Les agents du 115 subissent la violence de plein fouet des personnes paniquées de rester à la rue, sans pouvoir répondre à leurs demandes, car tous les foyers sont confinés.

7) La fermeture de tous les accueils de jours et de la Halte de Nuit destinée à accueillir les plus précaires d'entre eux laissent les personnes dans des situations de vulnérabilité extrême : elles n'ont notamment plus accès à leurs traitements et ne se rendent pas toutes sur le seul lieu de distribution de nourriture ou d'accès à l'hygiène encore ouvert. Ces personnes se retrouvent totalement isolées. Certains accueils de jour pourraient rouvrir s'ils avaient les moyens de protection nécessaires : gants, masques, gel hydroalcoolique.

8) Les 1 850 personnes en famille à l'hôtel se retrouvent isolées et ont une difficulté d'accès à la nourriture. Les craintes portent sur la capacité des hôteliers à maintenir l'ouverture à la fois par rapport à leurs salariés mais aussi quand les premiers cas de coronavirus vont arriver chez les personnes hébergées.

9) Les travailleuses et travailleurs sociaux et les actrices et acteurs de terrain réquisitionné.e.s et en contact avec les personnes sdf, n'ont aucune protection, que ce soit masques ou gants. Si les salarié.e.s ou bénévoles venaient à être malades qu'advient-il ?

10) Les personnes souffrant de troubles psychiatriques à la rue qui ne comprennent pas toutes les contraintes et les enjeux sont très déstabilisées par tous les changements de la vie au quotidien et de l'arrêt du lien avec les travailleuses et travailleurs sociaux. Les décompensations vont se multiplier.

Tous les jours nous sommes face à des personnes perdues, qui ne savent pas quoi faire ni où aller.

Nous dénonçons la répression comme seule réponse à la situation des personnes SDF, rajoutant de la violence à la violence.

Nous dénonçons l'irresponsabilité des représentants de l'Etat qui continuent à ignorer nos appels et par conséquent à ne pas prendre la mesure de l'importance de protéger une population déjà fragilisée.

Cette absence de considération porte également atteinte aux mesures de santé publique prises actuellement par les représentants de l'Etat.

Ce gouvernement a fait le choix du confinement général au lieu de dépister puis d'isoler les personnes corona positives en dépit des recommandations de nombreux acteurs de la santé publique- la prise en charge des personnes les plus démunies, à commencer par les sans-abris aurait ainsi pu empêcher de les exposer à un risque élevé de contamination au covid 19.

Nous exigeons que toute personne appelant le 115 soit hébergée dans le respect des règles sanitaires imposées par les représentants de l'État !

Contacts presse : Nicolas Attard au 07 69 08 61 50 – Annabelle Quillet au 06 75 03 10 91